

*Coalition pour un Québec des Régions*  
**COMMUNIQUÉ**

**La carte électorale et l'aide économique aux régions ne peuvent ignorer la réalité territoriale.**

*Saint-Germain-de-Kamouraska, 11 février 2008.* Les réactions entourant la révision de la carte électorale et la publication du rapport Gagné sur l'aide aux régions-ressources montrent à quelles impasses on se condamne quand on refuse de tenir compte de la réalité territoriale.

La démocratie territoriale va bien au-delà de la démocratie mathématique que nous proposons ces deux rapports. Un peuple n'est pas l'addition mathématique d'individus, c'est un ensemble de collectivités, d'idées et de territoires diversifiés.

Pour être démocratique, la carte électorale doit tenir compte de la réalité géographique, et l'aide économique doit chercher à corriger les disparités économiques régionales, ce qui implique forcément un asymétrie importante.

D'ailleurs, il n'est pas évident que la notion de comté, comme circonscription uninominale parmi toutes les divisions administratives qui se chevauchent, corresponde encore à une réalité socio-économique réelle. Quant au député, force est de constater que son pouvoir à l'assemblée nationale est fort limité dans un système parlementaire où tout est décidé par le Premier ministre et son cabinet, eux même choisis par le parti majoritaire.

La Coalition pour un Québec des Régions, réunie à Québec en fin de semaine dernière, estime que pour assurer aux régions une représentation politique qui tiennent compte de leurs particularités, il faudrait d'abord adopter un nouveau mode de scrutin proportionnel régionalisé, comme en mentionnait la possibilité dernièrement le même Directeur général des élections dans un rapport sur les modalités d'un mode de scrutin mixte compensatoire.

Par dessus-tout, il faudrait que les collectivités locales et régionales aient leurs propres instances politiques autonomes pour les représenter.

Selon la Coalition, il est vain et illusoire de penser rendre la carte électorale plus démocratique sans réviser notre système électoral, notre mode de scrutin et nos institutions démocratiques nationales et territoriales. Cette grande réforme démocratique que propose la Coalition, il faudra bien avoir le courage de s'y attaquer un jour!